

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2480

[C - 2011/27163]

31 MARS 2011. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Notes

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 348 (2010-2011) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 mars 2011.

Discussion. — Votes.

Annexe

**Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne
portant création d'un service de médiation commun
à la Communauté française et à la Région wallonne**

Vu le décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne;

Vu le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 portant création du service du médiateur de la Communauté française;

Vues les déclarations de politique communautaire et régionale dans lesquelles les Gouvernements expriment le souhait de rapprocher les administrations par des mesures concrètes, dont « la fusion des services de médiation »;

Considérant que les deux services de médiation fonctionnent depuis de nombreuses années au cours desquelles ils ont pu démontrer toute leur utilité;

Que l'objectif des législateurs décrets est ainsi atteint;

Qu'en effet, ce qui a sous-tendu la mise en place de ces deux services, c'était le souci de mettre à disposition du citoyen une possibilité très souple de s'adresser au médiateur lorsqu'il a une réclamation à formuler quant au fonctionnement imparfait des services de l'administration;

Que le médiateur, indépendant, formule des recommandations en tant que modérateur qui cherche des solutions saines et équilibrées;

Que par sa mission, le médiateur contribue donc à promouvoir la confiance du public en mettant en valeur les principes d'équité, d'intégrité et de bonne gouvernance;

Qu'à la lecture des rapports des médiateurs, on constate que les citoyens ont acquis le réflexe de faire appel à ces instances et y trouvent des réponses;

Qu'en effet, durant la période s'étalant sur les cinq dernières années, le total des dossiers déposés auprès du médiateur de la Région wallonne et de la médiatrice de la Communauté française atteint la somme de 19 532 dossiers;

Que l'augmentation constante d'année en année des réclamations auprès des médiateurs des deux institutions est également un signe qui ne trompe pas sur la nécessité de cette voie de résolution douce des conflits ou insatisfactions;

Considérant que ce constat plutôt positif ne doit pourtant pas occulter les évaluations objectives;

Que les médiateurs eux-mêmes, au cours de leur mandat, se sont pliés à cet exercice et ont émis des recommandations d'amélioration pratique ou législative;

Considérant par ailleurs qu'il convient aussi de réfléchir au rôle de nos deux médiateurs dans le contexte politique et institutionnel tel qu'il a évolué ces derniers temps;

Qu'au niveau institutionnel, il est apparu clairement que des synergies sont possibles et souhaitables entre la Communauté française et la Région wallonne afin d'articuler le mieux possible le fonctionnement de ces deux entités pour, au final, offrir un meilleur service aux citoyens;

Que ce dernier objectif constituant la raison d'être première du principe de la médiation, il coulait de source que la question du rapprochement des deux services devait être posée;

Considérant que la fusion des services de médiation de la Communauté française et de la Région wallonne répond donc non seulement à une nécessité de les faire évoluer en même temps que le paysage institutionnel mais qu'en outre, elle sera l'occasion d'intégrer des recommandations faites de part et d'autre par les médiateur et médiatrice;

Considérant que la Commission communautaire française peut à tout moment se joindre à la présente initiative;

Qu'en d'autres termes, le temps est venu de faire entrer la médiation de nos deux entités dans sa période de maturité;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte,

et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte,

Ci-après dénommées les parties, ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord a pour objet la création d'un service de médiation commun aux deux parties.

Art. 2. Un service de médiateur est créé auprès des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne, ci-après dénommés « les Parlements des parties ».

Ce service, dont le siège central se situe à Namur, est dirigé par le médiateur.

Art. 3. Le médiateur reçoit, dans les conditions fixées par le présent accord, les réclamations concernant, dans leurs relations avec les administrés, le fonctionnement des autorités administratives de la Région wallonne visées à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ainsi que des services administratifs de la Communauté française. Le médiateur ne peut recevoir de réclamations à l'encontre d'autorités administratives ou de services dotés par la loi ou le décret, ou en application de ceux-ci, de leur propre médiateur ou d'une institution chargée par la loi ou le décret d'une compétence de médiation dans un domaine spécifique.

Par « services administratifs de la Communauté française », il faut entendre : les services du Gouvernement de la Communauté française, les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté française, la RTBF, les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française.

Le médiateur peut également exercer sa fonction à l'égard des autorités des pouvoirs subordonnés ayant conclu avec son institution une convention afin de bénéficier de ses services. Cette convention prévoit une rémunération des services du médiateur sur la base des coûts réels.

Tous les documents émanant des autorités administratives de la Région wallonne et des services administratifs de la Communauté française, à destination de l'information du public, mentionnent l'existence des services du médiateur.

Art. 4. Le médiateur est, après appel public aux candidatures et une procédure de sélection fixée par le règlement spécifique au médiateur établi par les Parlements des parties et soumis à leur approbation avant d'être publié au *Moniteur belge*, nommé conjointement par les Parlements des parties pour une période de six ans, renouvelable une fois.

La procédure prévoit en tout cas une audition des candidats par les Parlements des parties.

A l'issue du premier mandat, le médiateur peut être reconduit s'il fait l'objet d'une évaluation positive par les Parlements des parties.

Il prête, entre les mains des Présidents des Parlements des parties, le serment suivant : « Je jure de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et en toute impartialité. »

A sa première nomination, le médiateur accomplit une période d'essai d'un an à compter du jour où l'intéressé assume effectivement ses fonctions.

Au plus tard quarante-cinq jours avant l'expiration de cette période d'essai, les Parlements des parties procèdent à l'évaluation du médiateur. Faute d'évaluation à ce moment, l'évaluation est réputée favorable.

Au plus tard nonante jours avant l'expiration du mandat, les Parlements des parties procèdent à l'évaluation du médiateur. En cas d'évaluation favorable du médiateur, son mandat est renouvelé une fois pour une nouvelle période de six ans. Faute d'évaluation nonante jours avant l'expiration du mandat, l'évaluation est réputée favorable.

Le règlement visé au premier alinéa fixe notamment les procédures de nomination, d'évaluation, de révocation du médiateur.

Art. 5. Pour être nommé, le médiateur doit :

1° être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;

2° être d'une conduite irréprochable pour l'exercice de sa fonction et jouir des droits civils et politiques;

3° a) soit exercer une fonction de niveau 1 ou A ou équivalent au sein des services de l'Etat fédéral, des Gouvernements et des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne, des Collèges de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune ainsi que des personnes morales de droit public qui en dépendent ou être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou à un métier de niveau A et justifier, dans les deux cas, d'une expérience utile d'au moins cinq ans dans le secteur public ou privé;

b) soit être détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et justifier d'une expérience utile d'au moins dix ans dans le secteur public ou privé.

Art. 6. Pendant la durée de son mandat, le médiateur ne peut être titulaire d'aucune des fonctions ou aucun des mandats suivants :

1° la fonction de magistrat, notaire ou huissier de justice;

2° la profession d'avocat;

3° la fonction de ministre d'un culte reconnu ou le délégué d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

4° un mandat public conféré par élection;

5° un emploi rémunéré dans les services publics régionaux ou communautaires ou un mandat public conféré par la Région wallonne, la Communauté française ou la Commission communautaire française;

6° membre du personnel des forces armées;

7° toute fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, son impartialité ou la dignité de ses fonctions;

8° la fonction d'administrateur public.

Les articles 1^{er}, 6, 10, 11 et 12 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics sont applicables au membre du personnel des services publics, s'il échet et moyennant les adaptations nécessaires, nommé en qualité de médiateur.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'ils constatent que le médiateur est empêché, les Parlements des parties nomment, pour la durée de l'empêchement, un médiateur suppléant parmi les membres du personnel du service visé à l'article 11, § 2, et répondant aux conditions prévues à l'article 5.

§ 2. L'empêchement est une situation qui place le médiateur dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et qui est constatée par décision des Parlements.

§ 3. Le médiateur suppléant remplace le médiateur dans l'exercice de sa fonction. Dans ce cas, il a les mêmes droits et devoirs que le médiateur.

§ 4. Dès l'instant où les Parlements constatent la fin de l'empêchement, le médiateur suppléant réintègre sa fonction antérieure.

Art. 8. § 1^{er}. Les Parlements des parties, conjointement, peuvent mettre fin aux fonctions du médiateur :

1° à sa demande;

2° lorsqu'il a atteint l'âge de 65 ans;

3° lorsque son état de santé compromet gravement et de façon irréversible l'exercice de ses fonctions.

Sans préjudice de l'adoption de mesures administratives conservatoires que constituent les suspensions provisoires des fonctions et du traitement, les Parlements des parties, conjointement, peuvent révoquer le médiateur :

1° s'il accepte une des fonctions ou un des mandats visés à l'article 6, alinéa 1^{er};

2° pour des motifs graves.

Sauf lorsque le mandat du médiateur prend fin à sa demande, lorsqu'il a atteint l'âge de 65 ans ou lorsqu'il est relevé, le médiateur dont le mandat prend fin bénéficie d'une indemnité de départ calculée à raison d'un mois de traitement par année d'exercice du mandat pour autant qu'il ne bénéficie d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un Centre public d'Aide sociale ne sont pas considérés comme des revenus de remplacement.

L'indemnité est liquidée mensuellement.

Par dérogation, le médiateur dont le mandat prend fin à l'issue de la période d'essai visée à l'article 4, alinéa 5, bénéficie d'une indemnité de départ équivalente à trois mois de traitement.

§ 2. Dans tous les cas visés au paragraphe précédent ou en cas de décès du médiateur, les Parlements des parties, conjointement, nomment un médiateur suppléant parmi les membres du personnel du service du médiateur visé à l'article 11, § 2, et répondant aux conditions prévues à l'article 5.

§ 3. Le médiateur suppléant remplace le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, il a les mêmes droits et devoirs que le médiateur.

§ 4. Les Parlements des parties, conjointement, nomment un nouveau médiateur selon les dispositions de l'article 4.

Cette nomination doit intervenir dans les meilleurs délais et, au plus tard, six mois à dater de la vacance de la fonction, les mois de juillet et d'août n'entrant pas en ligne de compte dans le calcul de ce délai.

Art. 9. Les règles régissant le statut pécuniaire des conseillers de la Cour des comptes, contenues dans la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes, sont applicables au médiateur.

Art. 10. Dans la limite de ses attributions, le médiateur ne reçoit d'instruction d'aucune autorité. Il ne peut être relevé de sa charge, en raison d'actes qu'il accomplit ou d'opinions qu'il émet dans le cadre de ses fonctions pour autant qu'ils ne contreviennent pas aux principes fondamentaux visés notamment par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Art. 11. § 1^{er}. Les crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur sont inscrits au budget des dépenses des Parlements de parties selon une répartition fixée dans le règlement spécifique du médiateur visé à l'article 4 et tenant compte de l'intervention de chacun dans le fonctionnement des services du médiateur existante avant le présent accord.

Le médiateur présente ses comptes au contrôle de la Cour des Comptes.

Le médiateur communique aux Parlements des parties son projet de budget et ses comptes, ainsi que les remarques de la Cour des comptes.

§ 2. Sur proposition du médiateur, les Parlements des parties nomment et révoquent les membres du personnel qui assistent le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Le médiateur dirige son personnel.

La procédure de nomination et de révocation des membres du personnel est précisée dans le règlement spécifique au médiateur visé à l'article 4, ainsi que les modalités d'appel à un jury externe lors de la procédure de sélection.

S'ils ne suivent pas la proposition du médiateur lorsqu'ils nomment ou révoquent les membres du personnel, les Parlements des parties motivent leur décision.

Le statut et le cadre du personnel sont arrêtés de manière conjointe par les Parlements des parties sur proposition du médiateur. Ce cadre prévoit au moins un agent ayant une connaissance approfondie de la langue allemande pour assister le médiateur dans l'examen des réclamations introduites dans cette langue. Le statut prévoit également la possibilité de mobilité des membres du personnel entre les services du médiateur et les administrations de la Communauté française et de la Région wallonne.

Il peut se faire assister par des experts.

L'article 458 du Code pénal est applicable au médiateur, à son personnel et aux experts qui l'assistent.

Art. 12. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative ou un service administratif visés à l'article 3 n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire sans frais une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du médiateur. Cette réclamation est introduite en langue française ou pourra être introduite en langue allemande pour les compétences qui relèvent de la Région wallonne, par écrit ou oralement, au siège de l'institution du médiateur ou dans les lieux où le médiateur assure une présence de son service.

§ 2. La réclamation doit être précédée de l'exercice des recours administratifs prévus ainsi que des démarches nécessaires auprès des autorités ou services intéressés aux fins d'obtenir satisfaction.

Art. 13. § 1^{er}. Le médiateur peut refuser de traiter une réclamation lorsque :

1° elle est manifestement non fondée;

2° la réclamation se rapporte à des faits qui se sont produits plus d'un an avant l'introduction de la réclamation. Toutefois, lorsqu'un recours administratif ou juridictionnel a été exercé, le délai nécessaire à cette procédure n'est pas pris en compte pour l'application de la présente disposition;

3° les recours administratifs prévus n'ont pas été exercés ou lorsque le réclamant n'a manifestement accompli aucune démarche auprès de l'autorité administrative ou du service administratif pour obtenir satisfaction;

4° elle concerne des matières qui font l'objet d'une action civile ou pour lesquelles une procédure pénale est en cours.

§ 2. Une réclamation est irrecevable si :

1° l'identité du réclamant est inconnue;

2° le médiateur est incompétent;

3° elle porte sur un différend entre les autorités administratives ou les services administratifs visés à l'article 3 et leurs agents pendant la durée de leurs fonctions. Le médiateur n'est pas compétent pour les différends entre les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française et les services administratifs de la Communauté française.

§ 3. Lorsque la réclamation a trait à une autorité administrative ou un service administratif qui dispose de son propre médiateur ou de sa propre institution tels que visés à l'article 3, le médiateur la transmet à ce dernier dans le mois qui suit le dépôt de la réclamation.

§ 4. Le médiateur informe le réclamant par écrit, dans le délai visé au paragraphe précédent, de sa décision de traiter ou non sa réclamation. Le refus de traiter une réclamation est motivé.

Le médiateur informe l'autorité administrative ou le service administratif de la réclamation qu'il compte instruire.

Art. 14. L'examen d'une réclamation est suspendu lorsqu'elle fait l'objet d'un recours administratif ou juridictionnel. L'autorité administrative ou le service administratif et le réclamant avertissent le médiateur du recours introduit.

Pour autant que de besoin, le médiateur en informe le réclamant, dans le délai visé au paragraphe 3 de l'article 13.

L'introduction et l'examen de la réclamation ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours.

Art. 15. § 1^{er}. Le médiateur s'efforce de concilier les points de vue du réclamant et des autorités ou services concernés.

§ 2. Le médiateur peut imposer des délais impératifs de réponse aux autorités administratives ou services administratifs auxquels il adresse des questions.

§ 3. Lorsqu'une réclamation lui paraît justifiée, le médiateur fait toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi et, le cas échéant, toutes propositions tendant à améliorer le fonctionnement de l'autorité administrative ou du service administratif concerné. Il en informe le Ministre responsable.

§ 4. Lorsqu'il apparaît au médiateur, à l'occasion d'une réclamation dont il a été saisi, que l'application de dispositions législatives, décrétales ou réglementaires aboutit à une iniquité, il peut :

— recommander à l'autorité administrative ou au service administratif mis en cause toute solution permettant de régler en équité la situation du requérant, proposer à l'autorité administrative ou au service administratif toute mesure qu'il estime de nature à y remédier, sans toutefois porter préjudice à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

— suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs, décrets ou réglementaires.

Il en informe concomitamment le Ministre responsable.

§ 5. Le médiateur ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais a la faculté de faire des recommandations à l'autorité administrative ou au service administratif mis en cause.

Il peut, en outre, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'autorité administrative ou au service administratif mis en cause de s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial présenté dans les conditions prévues à l'article 16, § 3, et publié au *Moniteur belge*.

§ 6. Le médiateur est informé de la suite donnée à ses interventions. Si une autorité administrative ou un service administratif estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation formulée par le médiateur, il lui adresse une réponse motivée.

A défaut de réponse satisfaisante dans le délai qu'il a fixé, il peut rendre publiques ses recommandations. L'autorité administrative ou le service administratif mis en cause peut rendre publique la réponse faite et, le cas échéant, la décision prise à la suite de la démarche faite par le médiateur.

Cette publication se fait dans les conditions prévues à l'article 19, alinéa 2.

§ 7. Le réclamant est tenu périodiquement informé des suites réservées à sa réclamation.

Art. 16. § 1^{er}. Le médiateur peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'Etat ou de politique extérieure.

§ 2. Les membres du personnel des autorités administratives ou des services administratifs visés à l'article 3, qui du chef de leur état ou de leur profession ont connaissance d'informations qui leur ont été confiées, sont relevés de leur obligation de garder le secret dans le cadre de l'enquête menée par le médiateur.

§ 3. En vue d'assurer le respect des dispositions relatives au secret de la vie privée, il veille à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont le nom lui aurait été ainsi révélé ne soit faite dans les documents publiés sous son autorité.

Art. 17. Le médiateur arrête un règlement d'ordre intérieur déterminant les modalités de traitement des réclamations et de fonctionnement de son service. Il est approuvé par les Parlements des parties et publié au *Moniteur belge*.

Art. 18. Si, dans l'exercice de ses fonctions, le médiateur constate une infraction, il en informe, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi.

Si, dans l'exercice de ses fonctions, il constate un manquement grave, il en avertit l'autorité administrative ou service administratif compétent.

Art. 19. Le médiateur adresse aux Parlements des parties un rapport annuel de ses activités. Le médiateur peut en plus faire des rapports intermédiaires s'il l'estime utile. Ces rapports contiennent les recommandations relatives aux mesures à prendre que le médiateur juge utiles et exposent les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des réclamants et des membres du personnel des autorités administratives ou services administratifs ne peut y être mentionnée.

Les rapports sont rendus publics par les Parlements des parties.

Art. 20. Les Parlements des parties exercent leurs pouvoirs pour l'ensemble des matières qui leurs sont confiées par le présent accord de manière conjointe. Les Parlements règlent leur coopération mutuelle dans le cadre du présent accord.

Art. 21. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 22. Par mesure transitoire et dans le but d'assurer la continuité des services, les requêtes pendantes auprès des médiateurs respectifs de la Région wallonne et de la Communauté française tels qu'institués par le décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne et par le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 portant création du service du médiateur de la Communauté française seront traitées par le service commun.

Art. 23. Le personnel des médiateurs de la Région wallonne et de la Communauté française tels qu'institués par le décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne et par le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 portant création du service du médiateur de la Communauté française sera intégré au sein du service de médiation commun. Les bureaux des Parlements des parties veillent à assurer ce transfert.

Art. 24. Le présent accord entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Namur, le 3 février 2011, en deux exemplaires originaux..

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2480

[C – 2011/27163]

31 MAART 2011. — **Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—————
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 348 (2010-2011) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 31 maart 2011.

Bespreking. — Stemmingen.

Bijlage

**Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest
houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst
voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest**

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de verklaringen betreffende het Gemeenschaps- en gewestbeleid waarin de Regeringen hun wens uiten de besturen nader tot elkaar te brengen door concrete maatregelen, waaronder de « samenvoeging van de ombudsdiensten »;

Overwegende dat beide ombudsdiensten al talrijke jaren werken, waarbij ze hun nut hebben aangetoond;

Dat het doel van de decreetgevers bijgevolg bereikt is;

Dat wat de instelling van die beide diensten ten grondslag lag, de wil was de burger een zeer soepele mogelijkheid te bieden om zich tot de ombudsman te richten, wanneer hij een klacht wil uiten over de onvolmaakte werking van de diensten van het bestuur;

Dat de onafhankelijke ombudsman aanbevelingen formuleert als moderator die zinvolle en evenwichtige oplossingen probeert te vinden;

Dat de ombudsman door zijn opdracht bijgevolg bijdraagt tot de verbetering van het vertrouwen van het publiek, waarbij de nadruk wordt gelegd op billijkheid, integriteit en goed bestuur;

Dat uit de verslagen van de ombudsmannen blijkt dat de burgers zich spontaan tot die instanties richten en daar antwoorden op hun vragen krijgen;

Dat het totaal van de dossiers die bij de ombudsdienst van het Waalse Gewest en de ombudsdienst van de Franse Gemeenschap, in de periode van de laatste vijf jaar, 19 532 dossiers bedraagt;

Dat de voortdurende vermeerdering, jaar in, jaar uit, van het aantal klachten die bij de ombudsdiensten van beide instellingen worden ingediend, duidelijk wijst op de noodzaak van die zachte wijze om conflicten of ontevredenheid op te lossen;

Overwegende dat die eerder positieve vaststelling de objectieve evaluaties echter niet mag doen vergeten;

Dat de ombudsmannen zelf, gedurende hun mandaat, daarover hebben nagedacht en aanbevelingen hebben voorgelegd met het oog op verbeteringen op praktisch vlak of op wetgevingsvlak;

Overwegende dat wij overigens ook moeten nadenken over de rol van onze beide ombudsmannen in de politieke en institutionele context, zoals die laatst geëvolueerd is;

Dat op institutioneel vlak duidelijk gebleken is dat samenwerkingsverbanden mogelijk en wenselijk zijn tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest opdat beide instellingen zo goed mogelijk zouden kunnen samenwerken met het oog op een betere dienstverlening aan de burgers;

Dat het, aangezien een ombudsdienst fundamenteel steunt op dit laatste doel, voor de hand lag dat het vraagstuk van de toenadering van beide diensten diende gesteld te worden;

Overwegende dat de samenvoeging van de ombudsdiensten van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest bijgevolg beantwoordt aan de noodzaak deze gelijktijdig met het institutionele landschap te laten evolueren en bovendien het mogelijk zal maken om aanbevelingen op te nemen die aan beide kanten door de ombudsdiensten zullen worden gedaan;

Overwegende dat de Franse Gemeenschapscommissie te allen tijde zich bij dit initiatief kan aansluiten;

Dat het met andere woorden nu tijd wordt dat de ombudsdienstverlening van onze beide instellingen rijp wordt,

Zijn

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte,

En

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, hierna « de partijen » genoemd,

Het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Dit akkoord heeft tot doel een gemeenschappelijke ombudsdienst voor beide partijen op te richten.

Art. 2. Er wordt een ombudsdienst opgericht bij de Parlementen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, hierna « de Parlementen van de partijen » genoemd.

Deze dienst, waarvan de hoofdzetel in Namen gevestigd is, staat onder leiding van de ombudsman.

Art. 3. De ombudsdienst ontvangt, onder de door dit akkoord vastgestelde voorwaarden, de klachten over de werking van de administratieve overheden van het Waalse Gewest bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschap op het vlak van hun betrekkingen met burgers. De ombudsdienst kan geen klachten ontvangen die gericht zijn tegen administratieve overheden of diensten die, krachtens de wet of het decreet, of met toepassing ervan, beschikken over hun eigen ombudsdienst of een instelling, bij een wet of een decreet belast met de bevoegdheid van een ombudsdienst op een specifiek vlak.

Onder « administratieve diensten van de Franse Gemeenschap », dient te worden verstaan : de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, de RTBF, de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstellingen.

De ombudsman kan eveneens zijn ambt uitoefenen ten aanzien van de overheden van de ondergeschikte besturen die met zijn instelling een overeenkomst hebben gesloten om zijn diensten te kunnen genieten. Die overeenkomst bepaalt dat de diensten van de ombudsman kunnen worden bezoldigd op grond van de werkelijke kosten.

Alle documenten die afkomstig zijn uit de administratieve overheden van het Waalse Gewest en de administratieve diensten van de Franse Gemeenschap, bestemd voor de informatie van het publiek, vermelden het bestaan van de ombudsdienst.

Art. 4. De ombudsman wordt, na een openbare oproep tot kandidaatstelling en een selectieprocedure die wordt vastgesteld door het voor de ombudsman specifieke reglement, door de Parlementen van de partijen opgesteld en aan die ter goedkeuring voorgelegd voordat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, door de Parlementen van de partijen samen benoemd voor een één keer hernieuwbare periode van zes jaar.

De procedure bepaalt dat de kandidaten in ieder geval door de Parlementen van de partijen zullen worden gehoord.

Op het einde van het eerste mandaat kan het mandaat van de ombudsman worden hernieuwd als hij positief wordt geëvalueerd door de Parlementen van de partijen.

Hij legt, in handen van de Voorzitters van de Parlementen van de partijen, de volgende eed af : « Ik zweer de aan mijn ambt verbonden plichten te vervullen in alle oprechtheid en onafhankelijkheid. »

Bij zijn eerste benoeming vervult de ombudsman een proefperiode van één jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de betrokkene werkelijk zijn ambt uitoefent.

Uiterlijk vijfenveertig dagen vóór het verstrijken van die proefperiode, evalueren de Parlementen van de partijen de ombudsman. Als de evaluatie op die datum niet heeft plaatsgevonden, dan wordt ze als gunstig geacht.

Uiterlijk negentig dagen vóór het verstrijken van het mandaat, evalueren de Parlementen van de partijen de ombudsman. Bij een gunstige evaluatie van de ombudsman, wordt zijn mandaat één keer voor een nieuwe periode van zes jaar hernieuwd.

Als de evaluatie niet negentig dagen vóór het verstrijken van het mandaat heeft plaatsgevonden, wordt ze als gunstig geacht.

Het in het eerste lid bedoelde reglement stelt onder meer de procedures voor de benoeming, de evaluatie, de afzetting van de ombudsman vast.

Art. 5. Om te worden benoemd, moet de ombudsman :

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie;

2° van onberispelijk gedrag zijn voor de uitoefening van zijn ambt en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° a) Ofwel een ambt van niveau 1 of A of ermee gelijkgesteld uitoefenen binnen de diensten van de federale Staat, de Regeringen en de Parlementen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest, de Colleges van de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie alsook van de publiekrechtelijke rechtspersonen die eronder ressorteren of houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of tot een beroep van niveau A, en in beide gevallen, het bewijs leveren van een nuttige ervaring van ten minste vijf jaar in de overheidssector of de privésector;

b) ofwel houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van ten minste tien jaar in de overheidssector of de privésector.

Art. 6. Tijdens de duur van zijn mandaat kan de ombudsman geen van de volgende ambten of mandaten uitoefenen :

1° het ambt van magistraat, notaris of gerechtsdeurwaarder;

2° het beroep van advocaat;

3° de functie van bedienaar van een erkende eredienst of een betrekking als afgevaardigde van een door de wet erkende organisatie die morele diensten verleent op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing;

4° een bij verkiezing verleend openbaar mandaat;

5° een bezoldigde betrekking in de openbare diensten van het Gewest of van de Gemeenschap of een openbaar mandaat toegekend door het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie;

6° personeelslid van de strijdkrachten;

7° elk ambt dat de goede uitoefening van zijn ambt kan belemmeren of zijn onafhankelijkheid, zijn onpartijdigheid of de waardigheid van zijn ambt kan aantasten;

8° het ambt van openbaar bestuurder.

De artikelen 1, 6, 10, 11 en 12 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlov voor de personeelsleden van de overheidsdiensten zijn toepasselijk op het personeelslid van de overheidsdiensten, in voorkomend geval, dat, mits de nodige aanpassingen, benoemd is als ombudsman.

Art. 7. § 1. Wanneer de Parlementen van de partijen vaststellen dat de ombudsman verhinderd wordt, benoemen ze, voor de periode waarin de ombudsman verhinderd wordt, een plaatsvervangende ombudsman uit de personeelsleden van de dienst bedoeld in artikel 11, § 2, die voldoen aan de in artikel 5 bepaalde voorwaarden.

§ 2. Onder verhinderung wordt verstaan een bij beslissing van de Parlementen vastgestelde situatie waarin de ombudsman niet in staat is zijn ambt te vervullen.

§ 3. De plaatsvervangende ombudsman vervangt de ombudsman in de uitoefening van zijn ambt. In dat geval heeft hij dezelfde rechten en plichten als de ombudsman.

§ 4. Zodra de Parlementen het einde van de verhinderung vaststellen, wordt de plaatsvervangende ombudsman in zijn vorige ambt hersteld.

Art. 8. § 1. De Parlementen van de partijen kunnen, gezamenlijk, het ambt van de ombudsman beëindigen :

1° op eigen verzoek;

2° wanneer hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt;

3° wanneer zijn gezondheidstoestand de uitoefening van zijn ambt ernstig en onherroepelijk in gevaar brengt.

Onverminderd de conservatoire administratieve maatregelen, zoals een voorlopige schorsing uit zijn ambt en uit zijn wedde, kunnen de Parlementen van de partijen gezamenlijk de ombudsman ontslaan :

1° indien hij één van de in artikel 6, eerste lid, bedoelde functies of opdrachten aanvaardt;

2° om gewichtige redenen.

Behalve wanneer het mandaat van de ombudsman op eigen verzoek wordt beëindigd, wanneer hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt of wanneer hij uit zijn ambt wordt ontslagen, ontvangt de ombudsman wiens mandaat wordt beëindigd, een ontslagvergoeding die wordt berekend op grond van één maand wedde voor elk jaar van uitoefening van het mandaat, voor zover hij geen beroepsinkomen of vervangingsinkomen of rustpensioen geniet. Een overlevingspensioen of het leefloon dat door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, worden niet als vervangingsinkomen beschouwd. De vergoeding wordt maandelijks uitbetaald.

Bij afwijking daarvan, geniet de ombudsman wiens mandaat eindigt op het einde van de in artikel 4, vijfde lid bedoelde proefperiode een ontslagvergoeding die met drie maanden wedde overeenstemt.

§ 2. In alle gevallen bedoeld in de vorige paragraaf of bij overlijden van de ombudsman, benoemen de Parlementen van de partijen gezamenlijk een plaatsvervangende ombudsman uit de personeelsleden van de ombudsdienst bedoeld in artikel 11, § 2, die voldoen aan de in artikel 5 bedoelde voorwaarden.

§ 3. De plaatsvervangende ombudsman vervangt de ombudsman in de uitoefening van zijn ambt. In dat geval heeft hij dezelfde plichten en rechten als de ombudsman.

§ 4. De Parlementen van de partijen benoemen gezamenlijk een nieuwe ombudsman volgens de bepalingen van artikel 4.

Die benoeming moet plaatsvinden binnen de kortste termijn, uiterlijk zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop het ambt vacant wordt, waarbij de maanden juli en augustus niet in aanmerking komen voor de berekening van die termijn.

Art. 9. De regels tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van de raadsheren van het Rekenhof, bepaald in de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof, zijn van toepassing op de ombudsman.

Art. 10. Binnen de grenzen van zijn opdrachten krijgt de ombudsman geen instructies van enige overheid. Hij kan niet van zijn ambt worden ontheven wegens daden die hij stelt of opinies die hij uit in het raam van zijn ambtsvervulling, voor zover zij niet in strijd zijn met de grondbeginselen die inzonderheid bepaald zijn in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Art. 11. § 1. De kredieten die noodzakelijk zijn voor de werking van de ombudsdienst worden uitgetrokken op de uitgavenbegroting van de Parlementen van de partijen volgens een verdeling die vastgesteld is in het specifieke reglement van de ombudsman bedoeld in artikel 4, rekening houdend met de bijdrage van iedereen tot de werking van de diensten van de ombudsman die vóór dit akkoord bestonden.

De ombudsman legt zijn rekeningen voor aan de controle van het Rekenhof.

De ombudsman deelt de Parlementen van de partijen zijn ontwerp van begroting en zijn rekeningen alsook de opmerkingen van het Rekenhof mee.

§ 2. Op de voordracht van de ombudsman worden de personeelsleden die de ombudsman bij de uitoefening van zijn ambt bijstaan door de Parlementen van de partijen benoemd en ontslagen. De ombudsman heeft de leiding over zijn personeel.

De procedure voor de benoeming en het ontslag van de personeelsleden wordt bepaald in het in artikel 4 bedoelde specifieke reglement van de ombudsman, alsook de nadere regels om een beroep te doen op een externe examencommissie bij de selectieprocedure.

Als de Parlementen van de partijen de voordracht van de ombudsman niet volgen als ze de personeelsleden benoemen of ontslaan, moeten ze hun beslissing met redenen omkleeden.

Het statuut en de personeelsformatie worden gezamenlijk door de Parlementen van de partijen vastgesteld op de voordracht van de ombudsman. Die personeelsformatie moet ten minste één personeelslid tellen dat een grondige kennis van de Duitse taal heeft om de ombudsman bij te staan bij het onderzoek van de klachten die in die taal worden ingediend. Het statuut voorziet eveneens in de mobiliteit van de personeelsleden tussen de diensten van de ombudsman en de besturen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Het kan zich door deskundigen laten bijstaan.

Artikel 458 van het Strafwetboek is toepasselijk op de ombudsman, zijn personeel en de deskundigen die hem bijstaan.

Art. 12. § 1. Iedere natuurlijke persoon of iedere rechtspersoon die, naar aanleiding van een zaak die hem aangaat, meent dat een administratieve overheid of een administratieve dienst bedoeld in artikel 3 niet heeft gehandeld in overeenstemming met de opdracht van openbare dienst die ze moet uitoefenen, kan kosteloos een individuele klacht, schriftelijk of ter plaatse, bij de ombudsman indienen. Die klacht wordt in het Frans ingediend of kan in het Duits worden ingediend voor de bevoegdheden die tot het Waalse Gewest behoren, schriftelijk of mondeling, op de zetel van de instelling van de ombudsman of op de plaats waar de dienst van de ombudsman aanwezig is.

§ 2. Aan de klacht gaan de administratieve beroepen alsook de noodzakelijke stappen bij de betrokken overheden of diensten vooraf teneinde genoegdoening te verkrijgen.

Art. 13. § 1. De ombudsman kan weigeren een klacht te behandelen, wanneer :

1° de klacht kennelijk ongegrond is;

2° de klacht betrekking heeft op feiten die zich meer dan een jaar vóór het indienen van de klacht hebben voorgedaan.

Wanneer een administratief beroep of een beroep voor een rechtschetscollege echter wordt uitgeoefend, komt de termijn die noodzakelijk is voor die procedure niet in aanmerking voor de toepassing van deze bepaling;

3° de administratieve beroepen niet werden ingediend of wanneer de klager ten aanzien van de betrokken administratieve overheid of administratieve dienst kennelijk geen enkele poging ondernam om genoegdoening te verkrijgen;

4° de klacht betrekking heeft op aangelegenheden waarvoor een rechtsvordering wordt ingezet of waarvoor een strafvordering aan de gang is.

§ 2. Een klacht is niet ontvankelijk indien :

1° de identiteit van de klager onbekend is;

2° de ombudsman onbevoegd is;

3° ze betrekking heeft op een geschil tussen de administratieve overheden of de administratieve diensten bedoeld bij artikel 3 en hun personeelsleden gedurende hun ambtsuitoefening. De ombudsman is niet bevoegd voor de geschillen tussen de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de administratieve overheden van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Wanneer de klacht een administratieve overheid of een administratieve dienst betreft die over haar/zijn eigen ombudsman of eigen instelling zoals bedoeld in artikel 3 beschikt, zendt de ombudsman binnen de maand volgend op het indienen van de klacht die klacht aan deze over.

§ 4. De ombudsman deelt de klager schriftelijk, binnen de in de vorige paragraaf bedoelde termijn, zijn beslissing mee om zijn klacht al dan niet te behandelen. De weigering om een klacht te behandelen, wordt met redenen omkleed.

De ombudsman stelt de administratieve overheid of de administratieve dienst in kennis van de klacht die hij voornemens is te onderzoeken.

Art. 14. Het onderzoek van een klacht wordt geschorst wanneer tegen die een administratief beroep of een beroep voor een rechtscollege wordt ingediend. De administratieve overheid of de administratieve dienst en de klager stellen de ombudsman in kennis van het ingediende beroep.

Voor zover dit noodzakelijk is, stelt de ombudsman de klager ervan in kennis, binnen de in paragraaf 3 van artikel 13 bedoelde termijn.

De indiening en het onderzoek van de klacht schorsen en onderbreken de termijn voor het beroep niet.

Art. 15. § 1. De ombudsman tracht de standpunten van de klager en van de betrokken overheden of diensten te verzoenen.

§ 2. De ombudsman kan dwingende antwoordtermijnen opleggen aan administratieve overheden of administratieve diensten aan welke hij vragen stelt.

§ 3. Wanneer de ombudsman acht dat een klacht gerechtvaardigd is, doet hij alle aanbevelingen die volgens hem de problemen die hem worden voorgelegd, kunnen helpen oplossen, en, in voorkomend geval, alle voorstellen tot verbetering van de werking van de administratieve overheid of van de betrokken administratieve dienst. Hij brengt daar de verantwoordelijke minister op de hoogte van.

§ 4. Wanneer het, naar aanleiding van een klacht die bij de ombudsman wordt ingediend, hem voorkomt dat de toepassing van de wets- decreet- of verordeningsbepalingen tot onrechtvaardigheid kan leiden, kan hij :

— de in opspraak gebrachte administratieve overheid of administratieve dienst iedere oplossing aanbevelen om de situatie van de verzoeker op een billijke wijze te regelen, de administratieve overheid of de administratieve dienst voorstellen elke maatregel te nemen waarvan hij meent dat hij deze kan verhelpen, zonder echter afbreuk te doen aan artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

— wijzigingen suggereren die hem opportuun lijken om aan te brengen aan de wets-, decreet- en verordenings-teksten.

Hij brengt de verantwoordelijke minister hiervan op de hoogte.

§ 5. De ombudsman kan de gegrondheid van een rechterlijke beslissing niet in twijfel trekken, maar kan wel aanbevelingen doen aan de in opspraak gebrachte administratieve overheid of administratieve dienst.

Daarenboven kan hij, bij het niet-uitvoeren van een gerechtelijke uitspraak die in kracht van gewijsde is gegaan, de betrokken administratieve overheid of administratieve dienst gelasten zich hiernaar te richten binnen een door hem gestelde termijn. Als dit bevel geen gevolg krijgt, zal het niet uitvoeren van de gerechtelijke beslissing worden opgetekend in een bijzonder verslag, opgemaakt onder de voorwaarden gesteld in artikel 16, § 3, en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 6. De ombudsman wordt op de hoogte gehouden van het gevolg dat aan zijn tussenkomsten wordt gegeven. Als een administratieve overheid of een administratieve dienst van oordeel is geen rekening te moeten houden met een aanbeveling van de ombudsdienst, zendt zij/hij hem een met redenen omkleed antwoord over.

Als geen afdoend antwoord wordt gegeven binnen de door hem gestelde termijn, kan hij zijn aanbevelingen openbaar maken. De in opspraak gebrachte administratieve overheid of administratieve dienst kan het gebrachte antwoord bekend maken en, in voorkomend geval, de beslissing die wordt genomen als gevolg van het optreden van de ombudsman.

Die bekendmaking geschiedt met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 19, tweede lid.

§ 7. De klager wordt geregeld op de hoogte gehouden van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven.

Art. 16. § 1. De ombudsman kan iedere vaststelling ter plaatse doen, alle documenten en inlichtingen die hij nodig acht laten toekomen en alle betrokken personen horen.

De geheime aard of de vertrouwelijke aard van de stukken waarvan hij de mededeling vraagt, kunnen niet tegen hem worden ingeroepen, behalve inzake geheimen betreffende de landsverdediging, de staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

§ 2. De personeelsleden van de administratieve overheden of van de administratieve diensten bedoeld in artikel 3 die uit hoofde van hun staat of beroep kennis dragen van geheimen die hun zijn toevertrouwd, worden van hun plicht tot geheimhouding ontheven in het raam van het door de ombudsmannen ingestelde onderzoek.

§ 3. Met het oog op het naleven van de bepalingen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ziet de ombudsman erop toe dat geen enkele vermelding die kan leiden tot de identificatie van personen wier namen hem aldus werden onthuld, wordt gedaan in de documenten die onder zijn gezag worden gepubliceerd.

Art. 17. De ombudsman stelt een huishoudelijk reglement vast dat de nadere regels bepaalt voor de behandeling van de klachten en de werking van zijn dienst. Het wordt door de Parlementen van de partijen goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 18. Indien de ombudsman in de uitoefening van zijn ambt een overtreding vaststelt, stelt hij overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering de procureur des Konings ervan in kennis.

Indien hij in de uitoefening van zijn ambt een ernstige tekortkoming vaststelt, brengt hij daar de administratieve overheid of administratieve dienst op de hoogte van.

Art. 19. De ombudsman richt een jaarlijks verslag over zijn activiteiten tot de Parlementen van de partijen.

De ombudsman kan bovendien tussentijdse verslagen uitbrengen, indien hij het nuttig acht. Deze verslagen bevatten de aanbevelingen betreffende de te nemen maatregelen die de ombudsman nodig acht en vermelden de eventuele moeilijkheden die hij ondervindt bij de uitoefening van zijn ambt.

De identiteit van de klager en van de personeelsleden van de administratieve overheden of administratieve diensten mag niet worden vermeld in deze verslagen.

De verslagen worden openbaar gemaakt door de Parlementen van de partijen.

Art. 20. De Parlementen van de partijen oefenen hun bevoegdheden uit voor het geheel van de aangelegenheden die ze bij dit akkoord gezamenlijk krijgen toegewezen. De Parlementen regelen hun onderlinge samenwerking in het kader van dit akkoord.

Art. 21. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 22. Bij wijze van overgangsmaatregel en met het oog op de continuïteit van de diensten, worden de verzoeken die hangend zijn bij de respectieve ombudsdiensten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, ingesteld bij het decreet van het Waalse Gewest van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap, door de gemeenschappelijke dienst worden behandeld.

Art. 23. Het personeel van de ombudsdiensten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, ingesteld bij het decreet van het Waalse Gewest van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap, wordt in de gemeenschappelijke ombudsdienst opgenomen. De bureaus van de Parlementen van de partijen zorgen voor die overgang.

Art. 24. Dit akkoord treedt in werking de dag waarop de laatste instemmingshandeling van de akkoordsluitende partijen in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2011, in twee originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE